

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331 cedex - 31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 13/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIRBUS OPERATIONS SAS site Clément Ader

316 route de Bayonne BP M6513
à l'attention de M. Sébastien Gaillot
31060 Toulouse

Références : 2023/917

Code AIOT : 0006802344

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2023 dans l'établissement AIRBUS OPERATIONS SAS site Clément Ader implanté 35 avenue Jean Monnet 31770 Colomiers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AIRBUS OPERATIONS SAS site Clément Ader
- 35 avenue Jean Monnet 31770 Colomiers
- Code AIOT : 0006802344
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AIRBUS OPERATIONS SAS est un fabricant d'avions. Sur la centaine d'hectares du site de Clément Ader à Colomiers ont lieu des opérations d'assemblage final et de peinture d'avions et de pièces d'avion. Le site comporte également des installations de combustion pour le chauffage des

bâtiments et des salles de peinture.

Le site est soumis à Autorisation pour les hangars d'application de peinture d'avion, les chaudières à gaz et biomasse, et les stockages de liquides inflammables.

L'exploitation est réglementée notamment par l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014. La chaudière biomasse est également réglementée par l'arrêté ministériel du 3 août 2018 (installation de combustion soumise à Autorisation inférieure à 50 MW).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque Foudre
- Rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|--|--|
| 2 | Etude Technique Foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19 |
| 5 | Surveillance des rejets atmosphériques | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|--|---|
| 1 | Analyse du Risque Foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 |
| 3 | Moyens de protection contre la foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20 |
| 4 | Vérification des moyens de protection contre la foudre | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 |
| 6 | Valeurs limites des rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 3.2.3.1.2. |
| 7 | Alimentation en combustible | Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 8.4.6. |
| 8 | Registre MCP | Code de l'environnement du 20/12/2018, article R. 515-114 |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le bilan de cette inspection sur la thématique Foudre et Rejets atmosphériques de la chaudière biomasse fait état de :

- conformité du constat sur 6 points de contrôle
- non conformité sur 2 points de contrôle pour lesquels des éléments sont attendus sous un délai d'un mois (ces éléments sont précisés dans les points de contrôles de ce rapport)

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse du Risque Foudre

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 |
|---|

| |
|---|
| Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du Risque Foudre |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent.</p> <p>Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>« L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>« La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences. »</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la déclaration des impacts foudre sur la période correspondant au second trimestre de 2023, un incident a été constaté. Le 18 mars, les impacts foudre ont eu pour conséquence le démarrage de la protection incendie (sprinklage) dans le bâtiment C65.</p> <p>L'exploitant a transmis la dernière version de son ARF (intervention sur le mois de juin 2023). L'analyse fait apparaître un besoin de protection supplémentaire (structure et lignes entrantes à protéger, matériels à protéger concernant la sécurité des personnes et équipotentialités à réaliser). Elle précise qu'il est donc nécessaire de faire réaliser une étude technique foudre qui définira les caractéristiques précises des moyens de protection à mettre en œuvre.</p> <p>L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de produire une analyse des événements sur cette journée du 18 mars. Cette analyse n'identifie pas de défaut d'installation des éléments de protection incendie. L'exploitant déclare les avoir fait analyser par des prestataires et avoir eu recours à une expertise assurance. Enfin, l'analyse conclut sur le caractère isolé de cet incident ne nécessitant donc pas de modification sur la protection ou l'architecture des installations de protection incendie.</p> <p>Il est opportun de préciser ici que les besoins de protection supplémentaire identifiés dans l'ARF ne concernent pas le bâtiment C65.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Étude Technique Foudre

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Etude Technique Foudre |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>« En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>« Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>« Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>« Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p> |

| |
|--|
| Constats : L'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant son étude technique foudre (ETF). La version de l'ETF transmise date de 2012. Elle ne peut donc pas intégrer le résultat de l'ARF de 2023. Une nouvelle ETF est donc à réaliser dans les meilleurs délais. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |

N° 3 : Moyens de protection contre la Foudre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Organisme compétent |
| Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. |
| Constats : Le point de contrôle sert ici de rappel à l'exploitant qui est invité à réaliser l'installation des dispositifs de protection nécessaire dans les meilleurs délais (dispositifs qui auront été spécifiés par l'étude technique foudre actualisée). A ce stade, il ne peut être relevé d'écart sur ce point. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Vérification des moyens de protection contre la Foudre

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des protections |
| Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent [...] |
| Constats : A l'instar du point de contrôle précédent, un rappel de la réglementation est fait ici. Par ailleurs, l'exploitant a transmis, en amont de l'inspection, un rapport de vérification électrique pour le bâtiment C65 (intervention du 04/10/23) précisant une conclusion conforme (vérification des valeurs de prise de terre de la partie foudre des bâtiments C62 et C65). |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Surveillance des rejets atmosphériques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suivi appareils de mesure en continu |
| Prescription contrôlée : <p>I – Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté.</p> <p>Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).</p> <p>Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées.</p> <p>Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.</p> <p>Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants [...]</p> |
| Constats : <p>Éléments de contexte : à l'issue de l'inspection de décembre 2021 sur la chaudière biomasse, l'exploitant s'était engagé à modifier sa baie d'analyse pour la rendre conforme à la réglementation et aux nouvelles normes en vigueur d'ici à la prochaine saison de chauffe (2022/2023)</p> <p>Selon les déclarations de l'exploitant, la nouvelle baie d'analyse sur la chaudière biomasse n'a été installée que début décembre 2022 alors que la saison de chauffe avait débuté mi novembre 2022.</p> <p>Dans l'intervalle, l'exploitant a fait appel à l'APAVE pour lui fournir des appareils de mesure en continu pour pouvoir assurer la surveillance réglementaire qui lui est opposable, à savoir sur la période du 18 novembre au 5 décembre 2022.</p> QAL1 (certification de l'appareil de mesure) <p>La consultation du certificat QAL1 de l'appareil de mesure employé (sur la période du 18 novembre au 5 décembre 2022) n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées. Par ailleurs, la consultation des résultats des mesures des rejets atmosphériques durant la période de prêt montre le respect global des valeurs limites (quelques dépassements constatés sur la concentration en soufre, Cf point de contrôle suivant).</p> <p>A noter toutefois que la mesure en continu des poussières n'a pas pu être réalisée sur cette période en raison de l'absence de signal électrique en sortie de l'opacimètre en place. Ce constat est qualifié de susceptible de suites. Il est attendu de l'exploitant de préciser les mesures compensatoires mises en place pour pallier l'absence de mesure en continu des poussières sur une période de 18 jours.</p> <p>La consultation des certificats QAL1 de la nouvelle baie d'analyse et l'inspection terrain (par sondage) confirment que les baies peuvent assurer la mesure en continu des paramètres réglementaires, dans des conditions conformes à celles préconisées par leur constructeur (température, étendue de mesure certifiée, plage de mesure supplémentaire, présence de convertisseur de NO2).</p> |

QAL2 (étalonnage et validation des appareils de mesure en continu sur site)

L'exploitant a déclaré faire intervenir l'organisme agréé à cet effet la journée du 18 décembre 2023. Il a été demandé à l'exploitant de justifier la non réalisation du QAL2 dans les mois de décembre 2022 à mars 2023. En effet, la norme recommande de faire réaliser le QAL2 dans les 6 mois suivant l'installation des appareils de mesure en continu. L'exploitant a fourni les éléments techniques suffisants pour justifier ce retard dans la réalisation du QAL2. Le constat est qualifié de susceptible de suites qui n'auront plus lieu d'être après la **transmission du rapport QAL2 à l'inspection des installations classées**.

QAL3 (vérification de la dérive des appareils de mesure en continu)

La consultation de la procédure associée amène l'inspection des installations classées à constater que les règles de décision en vue d'un ajustage ou d'une maintenance sont imprécises, ainsi que la manière d'effectuer une transition entre les gaz étalon.

Deux types de gaz étalon sont employés sur site. L'exploitant dispose de 4 bouteilles disponibles (une de rechange pour chaque type de gaz étalon).

Sur le terrain, il a été principalement constaté :

- le dépassement de la date de validité des bouteilles de gaz étalon,
- le non respect des périodicités de réalisation des QAL3 (l'exploitant n'a pas été en mesure de produire un historique conforme à la périodicité mentionnée dans la procédure QAL3).

L'exploitant déclare être en cours de modification des procédures et modes opératoires associés au QAL3.

Les constats liés au QAL3 sont susceptibles de suites. **Il est attendu la transmission de la procédure modifiée ainsi que la gestion de l'échéance de la validité des bouteilles de gaz étalon.**

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Valeurs limites des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 3.2.3.1.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE

Prescription contrôlée :

[L'article fixe des VLE à un taux d'oxygène de référence de 11%]

Constats :

La consultation des rapports d'autosurveillance de l'exploitant sur la saison 2022/2023 et des deux derniers rapports de mesure des rejets atmosphériques par organisme agréé montre :

- la conformité globale de ces rejets ;
- la réactivité de l'exploitant lors de problèmes techniques visant à leur correction ;
- la présence de commentaires / analyse des dépassements ponctuels* ;
- la prise en compte des paramètres de détermination des périodes OTNOC (conditions de fonctionnement particulières de l'installation de combustion) dans les rapports d'autosurveillance.

* sur le paramètre CO, les quelques dépassements relevés ont fait l'objet d'échanges en salle. Ils sont liés à la qualité du bois, elle-même dépendante de la nature du bois, des conditions climatiques, de la manière de stocker le bois et d'alimenter la chaudière. L'ensemble de ces paramètres ne permet pas de garantir l'homogénéité de la qualité du bois au moment de sa combustion, d'où le caractère inévitable de dépassements ponctuels sur ce polluant.

Observations :

| |
|---|
| Les VLE applicables à l'installation de combustion de biomasse sont les VLE les plus contraignantes entre les VLE de l'AP de 2014 et celles de l'AMPG du 03/08/2018 cité supra, au taux de référence d'oxygène de 6 %. Ces valeurs sont bien reportées dans l'autosurveillance. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Alimentation en combustible

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/2014, article 8.4.6. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur des stockages |
| Prescription contrôlée : [...] La hauteur des stockages de bois est inférieure à 8 mètres [...] |
| Constats : Sur site, des marquages avec un pas d'un mètre jusqu'au 8 mètres réglementaires ont pu être constatés. |
| Observations : Rappel constat en décembre 2021 : <i>sur site, un marquage de hauteur à 4 m est effectif, au moins sur une des alvéoles de stockage de bois. En tout état de cause, il n'y a pas de marquage à 8 mètres sur l'ensemble des alvéoles pour justifier de la conformité de la hauteur des stockages de bois.</i> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Registre MCP

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/12/2018, article R. 515-114 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Echéance de déclaration |
| Prescription contrôlée : La prescription impose la communication d'informations précises au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5MW mises en service avant le 20 décembre 2018 |
| Constats : Le site relevant de la directive MCP (installations de combustion moyennes) (selon les dispositions de son article 2.2), le recensement MCP est bien à réaliser. Il n'y a pas d'écart constaté sur ce point de contrôle étant donné que le délai jusqu'au 31 décembre 2023 n'est pas encore échu. |
| Type de suites proposées : Sans suite |